



## **1ER JUILLET : APPEL A LA MOBILISATION COLLECTIVE FACE A L'OFFENSIVE RACISTE DE RETAILLEAU, CONTRE L'ALLONGEMENT DE LA RETENTION EN CRA**

Depuis plusieurs mois, le gouvernement mène une offensive méthodique contre les personnes étrangères. Dernier épisode en date : l'« opération nationale de contrôle des flux », lancée par le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau les 18 et 19 juin derniers. Une opération coordonnée à l'échelle du territoire, mobilisant des milliers de membres des forces de l'ordre dans les gares, les trains et les bus, avec un objectif clair : traquer, interpellier, enfermer.

Cette opération de traque policière contre les étrangers s'est appuyée sur les contrôles d'identité dits « aléatoires », dont chacun sait qu'ils sont ciblés, discriminatoires, et fondés sur des critères de faciès. Elle marque un tournant supplémentaire dans l'escalade sécuritaire du pouvoir exécutif, qui assume désormais des politiques de ciblage de masse des personnes étrangères.

Dans ce contexte, la proposition de loi portée par Retailleau, examinée en première séance à l'Assemblée nationale le 1er juillet, vise à allonger la durée de rétention dans les CRA, en arguant à nouveau de cette rhétorique de l'ordre public et au service d'un amalgame toujours plus poussé entre étrangers et délinquants. Une mesure profondément violente, qui s'inscrit dans une stratégie plus large : normaliser l'enfermement administratif, rendre plus difficile encore toute possibilité de défense, et ancrer dans le droit l'idée que certaines vies peuvent être traitées comme indésirables, expulsables, éliminables.

La rétention est déjà une violence. L'allonger, c'est aggraver l'inacceptable.

Face à cette politique raciste, punitive et déshumanisante, nous appelons à une journée de mobilisation le mardi 1er juillet. Nous appelons à un rassemblement public à 18h à Marseille et à Paris pour dénoncer ce projet de loi et affirmer une solidarité sans faille avec les personnes ciblées par les politiques racistes de l'État.

- **A Marseille, place Felix Baret à 18h**
- **A Paris, Assemblée nationale à 18h**

Nous refusons que l'enfermement soit la réponse politique à l'existence des personnes étrangères.

Nous refusons que les rafles et les expulsions deviennent une norme.

Nous lutterons aux côtés de celles et ceux que l'on tente de faire disparaître.

Le 1er juillet, organisons-nous. Opposons une riposte collective à la politique raciste du gouvernement.

**ORGANISATIONS SIGNATAIRES : SYNDICATS DES AVOCATS DE FRANCE, COLLECTIF D'ACTION JUDICIAIRE, GISTI, VOISINS DU CRA DE CORNEBARRIEU, *PARIA***